

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

22 avril 2021

RÉSOLUTION

**relative à l'examen de la désignation
d'un Envoyé spécial belge pour les droits
des femmes, les droits des filles et
l'égalité des genres**

TEXTE ADOPTÉ
PAR LA SÉANCE PLÉNIÈRE

Voir:

Doc 55 1624/ (2020/2021):

- 001: Proposition de résolution de Mme Van Hoof.
002 à 004: Amendements.
005: Rapport.
006: Texte adopté par la commission.
007: Amendements.

Voir aussi:

Compte rendu intégral:
22 avril 2021

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

22 april 2021

RESOLUTIE

**betreffende het onderzoek
naar de aanstelling van een Belgisch Speciaal
Gezant voor vrouwenrechten, meisjesrechten
en gendergelijkheid**

TEKST AANGENOMEN
DOOR DE PLENAIRE VERGADERING

Zie:

Doc 55 1624/ (2020/2021):

- 001: Voorstel van resolutie van mevrouw Van Hoof.
002 tot 004: Amendementen.
005: Verslag.
006: Tekst aangenomen door de commissie.
007: Amendementen.

Zie ook:

Integraal verslag:
22 april 2021

04466

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

A. vu l'arsenal juridique international visant à protéger les droits de l'enfant, dont la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et les protocoles additionnels;

B. considérant que les droits de l'enfant ne sont plus considérés comme un thème transversal depuis la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement, mais comme un thème prioritaire sous le plus large dénominateur des droits de l'homme;

C. constatant qu'à ce jour, 20 pays, dont 12 pays européens, ont également désigné des ambassadeurs/Envoyés spéciaux pour les droits des femmes et/ou l'égalité des genres, chargé d'intégrer, de surveiller et de contrôler le respect de l'égalité des genres et des droits des filles et des femmes dans la politique étrangère, ainsi que de contribuer à promouvoir ces principes aux niveaux international et bilatéral et de contribuer à les inscrire à l'ordre du jour des institutions internationales. Compte tenu, à cet égard, des instruments internationaux visant à protéger les droits des femmes et l'égalité des genres, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la déclaration commune et le rapport "vingt-cinq ans après Pékin", la déclaration et le programme d'action de Pékin, la Conférence mondiale sur les femmes de 1995, la résolution 1325 du Conseil de sécurité et le Programme "Femmes, paix et sécurité", la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et les Objectifs de développement durable de l'ONU;

D. considérant que le genre est un thème transversal dans la coopération belge au développement et que la note stratégique de 2016 intitulée "Le genre dans la Coopération belge au développement" accorde une place centrale au genre dans la politique de développement belge en définissant une approche à deux niveaux alliant des actions transversales et spécifiques;

E. considérant que la promotion de l'égalité des genres constitue une priorité de la politique étrangère de la Belgique, à la fois dans le cadre des rencontres bilatérales, au niveau européen et au sein des institutions multilatérales;

F. considérant qu'en dépit des progrès globaux, des millions de filles et de femmes continuent d'être quotidiennement confrontées à la violence, à la discrimination et à l'exploitation;

G. considérant que l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

A. gelet op het internationaal wettelijk instrumentarium ter bescherming van kinderrechten, waaronder het VN-Verdrag inzake de rechten van het kind en de aanvullende protocollen;

B. overwegende dat kinderrechten sinds de wet betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking van 19 maart 2013 niet langer als transversaal thema worden beschouwd, maar als prioritair thema onder de bredere noemer van mensenrechten;

C. stelt vast dat inmiddels 20 landen, waarvan 12 Europese landen, ook Ambassadeurs/Speciaal Gezanten voor vrouwenrechten en/of gendergelijkheid hebben aangewezen die gendergelijkheid en de rechten van meisjes en van vrouwen integreren, bewaken en monitoren in het buitenlands beleid, en deze principes internationaal en bilateraal mee uitdragen en op de agenda plaatsen van internationale instellingen. Gelet daarbij op het internationaal instrumentarium ter bescherming van vrouwenrechten en gendergelijkheid, waaronder het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, de gezamenlijke verklaring en rapport van 25 jaar Peking, de verklaring en het actieprogramma van Peking, de Wereldvrouwenconferentie van 1995, resolutie 1325 van de Veiligheidsraad en de Vrouwen, Vrede en Veiligheidsagenda, het Verdrag van Istanbul van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld en de VN-duurzame ontwikkelingsdoelstellingen;

D. gelet op het feit dat gender een transversaal thema is in de Belgische ontwikkelingssamenwerking en de Strategienota "Gender in de Belgische Ontwikkelingssamenwerking" uit 2016 die gender centraal plaatst in het Belgisch ontwikkelingsbeleid, waarbij een tweesporenbenadering is vastgelegd, die transversale en specifieke acties combineert;

E. gelet op het feit dat de bevordering van gendergelijkheid een prioriteit is in het Belgisch buitenlands beleid, zowel in het kader van bilaterale ontmoetingen, de Europese Unie en multilaterale instellingen;

F. gelet op het feit dat ondanks de globale vooruitgang, nog steeds miljoenen meisjes en vrouwen dagelijks geconfronteerd worden met geweld, discriminatie en uitbuiting;

G. gelet op het feit dat gendergelijkheid, empowerment van vrouwen en meisjes en hun rechten (met inbegrip

leurs droits (y compris leur santé et leurs droits sexuels et génésiques et l'égalité de droits pour les personnes LGBTQI) sont menacés par des mouvements anti-genre;

H. vu les défis spécifiques auxquels les filles sont confrontées en raison de leur âge et de leur genre;

I. vu l'impact sexospécifique négatif de la pandémie de COVID-19 sur la situation des femmes et des filles à travers le monde;

J. constatant qu'il existe un nombre croissant de preuves scientifiques qu'une politique étrangère réactive en matière de genre rend le monde plus durable, plus sûr et plus juste;

K. vu la nécessité pour notre politique étrangère d'identifier et de traiter les différences et les inégalités basées sur le genre, et de s'attaquer aux inégalités et aux normes sociales néfastes sous-jacentes à ces inégalités basées sur le genre;

L. considérant qu'il convient de renforcer l'intégration systématique de l'égalité des genres, des droits des femmes et des droits des filles dans toutes les dimensions de la politique étrangère;

M. vu l'accord de gouvernement fédéral du 30 septembre 2020, qui précise que la Belgique joue un rôle international de premier plan dans le domaine des droits de l'enfant, de la dimension du genre et de l'égalité des genres, et que les principes des droits humains universels doivent sous-tendre toutes les relations que la Belgique entretient avec ses partenaires;

N. considérant la "Note du Conseil consultatif Genre et Développement pour une réponse à la pandémie de COVID-19 sensible à la dimension du genre" du 27 avril 2020, ainsi que les conclusions du Plan d'Action de l'Union Européenne sur le Genre visant à "renforcer l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans l'action extérieure de l'UE" du 16 décembre 2020;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

1. d'examiner, à la lumière de la candidature de la Belgique au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, s'il est possible de renforcer la diplomatie belge en désignant un "Envoyé spécial pour les droits des femmes, les droits des filles et l'égalité des genres" chargé d'intégrer, de surveiller et de contrôler à l'avenir l'égalité des genres et des droits des filles et des femmes dans la politique étrangère belge, ainsi que de contribuer à promouvoir ces principes aux niveaux international et bilatéral et de contribuer à les inscrire à l'ordre du jour des institutions internationales; et d'ainsi veiller à ce

van seksuele en reproductieve gezondheid en rechten en gelijke rechten voor LGBTQI) worden bedreigd door antigenderbewegingen;

H. gelet op de specifieke uitdagingen waarmee meisjes vanwege hun leeftijd en gender geconfronteerd worden;

I. gelet op de negatieve genderspecifieke impact van de COVID-19-pandemie op de situatie van vrouwen en meisjes wereldwijd;

J. stelt vast dat er steeds meer wetenschappelijk bewijs is dat een gender-responsief buitenlands beleid de wereld een duurzamere, veiligere en eerlijkere plaats maakt;

K. overwegende dat ons buitenlands beleid de verschillen en ongelijkheden op grond van gender moet identificeren en aanpakken, en tevens de nefaste sociale ongelijkheden en normen moet bestrijden die achter die ongelijkheden op grond van gender schuilgaan;

L. overwegende dat de systematische integratie van gendergelijkheid, vrouwenrechten en meisjesrechten in alle aspecten van het buitenlands beleid versterkt moet worden;

M. gelet op het federaal regeerakkoord van 30 september 2020 dat stelt dat België een internationale voortrekkersrol speelt wat kinderrechten, genderdimensie en gendergelijkheid betreft en dat principes van universele mensenrechten aan de basis moeten liggen van alle betrekkingen die België met zijn partners onderhoudt;

N. gelet op de "Nota van de Adviesraad Gender en Ontwikkeling in functie van een gendergevoelige respons op de COVID-19-pandemie" van 27 april 2020, alsmede op de conclusies van het genderactieplan van de Europese Unie "*Strengthening gender equality and women's empowerment in EU external action*" van 16 december 2020;

VRAAGT AAN DE FEDERALE REGERING

1. in het licht van de kandidatuur van België voor de mensenrechtenraad in 2023-2025 te onderzoeken of men de Belgische diplomatie kan versterken door een "Speciaal Gezant voor vrouwenrechten, meisjesrechten en gendergelijkheid" aan te stellen die gendergelijkheid en de rechten van meisjes en van vrouwen verder integreert, bewaakt en monitort in het Belgisch buitenlands beleid, en deze principes internationaal en bilateraal mee uitdraagt en op de agenda plaatst van internationale instellingen; en zo ervoor te zorgen dat deze aangelegenheden door al deze internationale instellingen op

que toutes ces institutions traitent ces matières de façon transparente, ainsi que de contrôler si les engagements pris par ces institutions en la matière sont respectés;

2. de charger un ambassadeur de la mission supplémentaire d'Envoyé spécial, en fonction du résultat de l'étude et de la faisabilité financière de cette mission, et d'inscrire celle-ci dans les structures existantes du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, et de lui conférer un rôle de facilitateur sans pour autant enlever la responsabilité de promouvoir l'égalité des genres, les droits des filles et les droits des femmes aux services existants du SPF Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement;

3. d'examiner si l'Envoyé spécial pour les droits des femmes, les droits des filles et l'égalité des genres peut notamment être chargé des missions suivantes:

Mise à l'ordre du jour:

— veiller à ce que les positions belges à l'égard des droits des femmes, des droits des filles et de l'égalité des genres soient inscrites à l'ordre du jour, véhiculées et promues au niveau international durant les missions bilatérales, sur les forums internationaux et au cours des réunions multilatérales;

— conseiller le(s) ministre(s) associés à la politique étrangère en matière de droits des femmes, de droits des filles et d'égalité des genres;

Intégration de la dimension du genre:

— contribuer à l'intégration de la dimension du genre dans tous les aspects de la politique étrangère et renforcer la cohésion entre les droits des femmes, les droits des filles, l'égalité des genres et d'autres aspects de la politique étrangère et de la politique de développement, et assurer la visibilité des points problématiques;

— renforcer la prise en considération de l'égalité des genres, des droits des femmes et des droits des filles auprès de tous les acteurs de la politique étrangère belge;

Dialogue et réseautage:

— renforcer le Plan d'action national 1325 en organisant une concertation et une coopération systématiques et continues avec les femmes et les organisations de femmes situées dans des zones de conflit de pays dans lesquels la Belgique est particulièrement impliquée;

— intensifier le dialogue avec la société dans le domaine des droits des femmes et de l'égalité des genres,

transparente wijze worden behandeld, en na te gaan of de verbintenissen die elk van hen ter zake is aangegaan, worden nagekomen;

2. naargelang van het resultaat van het onderzoek en financiële haalbaarheid een ambassadeur te belasten met de bijkomende opdracht van Speciaal Gezant en deze in te bedden in de bestaande structuren van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en een faciliterende rol op te laten nemen zonder daarbij de verantwoordelijkheid van de bestaande diensten van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking om gendergelijkheid, meisjes- en vrouwenrechten te bevorderen, te ontnemen;

3. te onderzoeken of men de Speciaal Gezant voor vrouwenrechten, meisjesrechten en gendergelijkheid onder meer volgende opdrachten kan toevertrouwen:

Agendasetting:

— zorgen voor het internationaal agenderen, uitdragen, aanjagen van de Belgische standpunten inzake vrouwenrechten, meisjesrechten en gendergelijkheid tijdens bilaterale missies, internationale fora en multilaterale bijeenkomsten;

— adviseren van de minister(s) betrokken in het buitenlands beleid inzake vrouwenrechten, meisjesrechten en gendergelijkheid;

Gendermainstreaming:

— bijdragen aan gendermainstreaming in alle onderdelen van het buitenlands beleid en versterken van de samenhang tussen vrouwenrechten, meisjesrechten, gendergelijkheid en andere onderdelen van het buitenlands- en ontwikkelingsbeleid en knelpunten zichtbaar maken;

— het bewustzijn omtrent gendergelijkheid, vrouwen- en meisjesrechten verhogen bij alle actoren in het Belgisch buitenlands beleid;

Dialogo en netwerking:

— het Nationaal Actieplan 1325 versterken door systematisch en aangehouden overleg en samenwerking met vrouwen en vrouwenorganisaties in conflictgebieden van landen waarbij België in bijzondere mate betrokken is;

— intensiveren van de dialoog met de samenleving op het gebied van vrouwenrechten en gendergelijkheid,

agir en tant que point de contact pour les parties prenantes susceptibles de jouer un rôle dans l'amélioration des droits des femmes et des filles et dans la promotion de l'égalité des genres dans le monde, tels que les autres Envoyés spéciaux pour les droits des femmes et l'égalité des genres, les organisations de défense des droits des femmes et des enfants, les organisations multilatérales et internationales, la société civile, les conseils consultatifs, les entreprises concernées, les institutions universitaires, les pouvoirs publics et le Parlement;

— assurer le suivi et la surveillance de l'égalité des genres et des droits des femmes et des filles (transparence et obligation de justification):

- veiller à la mise en œuvre des documents stratégiques et plans d'action d'acteurs publics de la politique étrangère belge;

- publier chaque année un rapport des activités de l'Envoyé spécial et des actions et initiatives prises par les différents acteurs de la politique étrangère, y compris en matière de *gender budgetting*, et en faire rapport au Parlement;

- veiller à impliquer les femmes et les personnes informées dans le processus décisionnel et à leur permettre d'y participer pleinement et sur un pied d'égalité, ce qui est un élément essentiel de la politique d'égalité des genres, et prendre des mesures systématiques pour garantir la réalisation de cet objectif;

4. d'intégrer systématiquement l'égalité des genres et les droits des femmes et des filles dans la réponse apportée par la Belgique aux crises mondiales, en ce compris la pandémie de COVID-19;

5. d'élaborer une politique étrangère intégrée et attentive à la dimension du genre; cette politique sera incarnée par l'Envoyé spécial, qui sera également le point de contact en la matière, et elle accordera une place centrale à la protection des droits des filles et des femmes et à l'égalité des genres dans toutes les actions entreprises par les départements des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération au développement et de la Défense;

6. de porter une attention particulière aux diverses situations de vulnérabilités que peuvent rencontrer les filles et les femmes et à leurs interdépendances (le genre, l'âge, l'origine, l'ethnicité, la religion, la classe sociale, le handicap physique ou mental et l'orientation sexuelle);

7. de porter dans le cadre de la politique étrangère une attention spécifique aux enfants et aux femmes

aanspreekpunt zijn van relevante stakeholders die een rol kunnen spelen bij het verbeteren van vrouwenrechten, meisjesrechten en gendergelijkheid wereldwijd, zoals andere Speciaal Gezanten rond vrouwenrechten en gendergelijkheid, vrouwen- en kinderrechtenorganisaties, multilaterale en internationale organisaties, civiele maatschappij, adviesraden, relevante bedrijfsleven, academische instellingen, overheden en parlement;

— monitoren en bewaken van gendergelijkheid, vrouwenrechten en meisjesrechten (transparantie en verantwoordingsplicht):

- bewaken van de uitvoering van strategische documenten en actieplannen van publieke actoren in het Belgisch buitenlands beleid;

- jaarlijks een verslag publiceren over de activiteiten van de Speciaal Gezant en de ondernomen acties en initiatieven door de verschillende actoren in het buitenlands beleid, met inbegrip van genderbudgetting, en hierover verslag uitbrengen aan het parlement;

- waken over de betrokkenheid, gelijke en volwaardige participatie van vrouwen en geïnformeerde personen bij de besluitvorming, als essentieel element van het beleid van gendergelijkheid en systematisch acties ondernemen om dit te verzekeren;

4. systematisch gendergelijkheid, vrouwenrechten en meisjesrechten te integreren bij de Belgische aanpak van mondiale crisissen, met inbegrip van de COVID-19-pandemie;

5. een geïntegreerd, gender-responsief buitenlands beleid uit te werken, waarvan de Speciaal Gezant het gezicht en aanspreekpunt zou zijn, dat de bescherming van meisjes- en vrouwenrechten en gendergelijkheid centraal plaatst in alle acties van de departementen Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel, Ontwikkelingssamenwerking en Defensie;

6. bijzondere aandacht te besteden aan de diverse situaties waarin meisjes en vrouwen kwetsbaar zijn, alsmede aan de aspecten die daarbij op elkaar inwerken (gender, leeftijd, herkomst, etniciteit, godsdienst, sociale klasse, lichamelijke of geestelijke beperking en seksuele geaardheid);

7. in het buitenlands beleid specifieke aandacht te verlenen aan kinderen en vrouwen in de meest kwetsbare

en situation de très grande vulnérabilité, tels que les enfants et les femmes en exil, les enfants et les femmes qui vivent dans la pauvreté et dans des zones de conflit, les enfants et les femmes handicapés, les enfants et les femmes victimes de violences, les enfants privés de soins parentaux, etc.;

8. de porter une attention aux femmes et aux filles dans toutes les politiques de coopération au développement, y compris:

a) en définissant une trajectoire de croissance à la fois pour l'intégration de la dimension du genre dans les projets d'aide publique au développement et pour les projets spécifiques dont le genre est l'objectif principal;

b) en révisant la note stratégique Genre et Développement de la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et son plan d'action afin de mieux y intégrer la dimension "genre" de l'Agenda 2030 pour le développement durable;

9. de développer une approche proactive pour augmenter le nombre de femmes dans la diplomatie belge, y compris dans les postes de direction, et de prévoir une trajectoire de croissance à cet effet;

10. de rendre le Plan d'Action National (PAN) "Femmes, Paix, Sécurité" plus opérationnel.

Bruxelles, le 22 avril 2021

*La présidente de la Chambre
des représentants,*

Eliane TILLIEUX

*Le greffier de la Chambre
des représentants,*

Marc VAN der HULST

situaties, zoals kinderen en vrouwen op de vlucht, kinderen en vrouwen die leven in armoede en conflictgebieden, kinderen en vrouwen met een handicap, kinderen en vrouwen die slachtoffer zijn van geweld, kinderen zonder ouderlijke zorg enzovoort;

8. aan vrouwen en meisjes aandacht te besteden in alle beleidsonderdelen van de ontwikkelingssamenwerking, onder meer:

a) door een groeipad uit te werken voor zowel gendermainstreaming van projecten van de officiële ontwikkelingshulp als voor de specifieke projecten waarbij gender de hoofddoelstelling is;

b) door de strategienota Gender en Ontwikkeling van de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking en Humanitaire Hulp (DGD) en diens actieplan voor een betere integratie van de genderdimensie van de Agenda 2030 voor duurzame ontwikkeling te herzien;

9. een proactieve aanpak te ontwikkelen om het aantal vrouwen in de Belgische diplomatie, ook op hoge posten, te verhogen en hiervoor in een groeipad te voorzien;

10. het Nationaal Actieplan (NAP) "Vrouwen, Vrede en Veiligheid" sterker te operationaliseren.

Brussel, 22 april 2021

*De voorzitter van de Kamer
van volksvertegenwoordigers,*

*De griffier van de Kamer
van volksvertegenwoordigers,*